



2. **Conformité.** Si des fonds immobilisés sont transférés ou seront transférés vers le Fonds, directement ou indirectement, en provenance d'un RPA, les dispositions supplémentaires du présent Avenant font partie de la Déclaration de Fiducie. En cas d'incompatibilité entre le présent Avenant et la Déclaration de Fiducie, le présent Avenant prévaut. Le Fiduciaire respectera toutes les dispositions pertinentes de la législation sur la pension de retraite.
3. **Transferts vers le Fonds.** Le Fiduciaire n'acceptera aucun transfert vers le Fonds en provenance d'une source ou dans des circonstances non autorisées par la législation sur la pension de retraite. Le transfert peut être effectué uniquement après que le Fiduciaire ait reçu le consentement de la part du Conjoint sous la forme et de la façon exigées par la législation sur la pension de retraite.
4. **Placements.** Les placements détenus dans le Fonds doivent respecter les règles en matière de placement imposées par la Loi pour un fonds enregistré de revenu de retraite.
5. **Année fiscale du Fonds.** L'année fiscale du Fonds se termine le 31 décembre de chaque année et ne sera pas supérieure à 12 mois.
6. **Valeur du Fonds.** Aux fins d'un transfert d'actifs, l'achat d'un contrat de rente viagère, un paiement ou un transfert au décès du Rentier, ou d'un transfert au Conjoint lors de la rupture du mariage, la valeur du contrat sera la valeur marchande globale des valeurs mobilières détenues dans le Fonds à la clôture du marché précédant immédiatement ce paiement ou ce transfert.

Le Fiduciaire, afin d'établir la valeur du Fonds, utilisera un service de tarification reconnu, communiquera avec l'émetteur concernant cette valeur, ou utilisera le Financial Post ou d'autres journaux financiers renommés. Dans le cas de l'achat d'une rente viagère, tous les actifs seront vendus selon leur valeur marchande à la date de la vente.

7. **État de compte annuel.** Le Fiduciaire fournira au Rentier les informations stipulées dans la législation sur la pension de retraite.
8. **Paiement du revenu.** Un revenu sera versé au Rentier, dont le montant peut varier selon les années et qui débutera au plus tard le dernier jour de la deuxième année fiscale du Fonds. Après réception des informations stipulées au paragraphe 7, le cas échéant, le Rentier établira le montant de revenu devant être versé au cours de chaque année fiscale, au début de chaque année fiscale et après réception des informations exposées dans la législation sur la pension de retraite. Si le Rentier fait défaut d'établir le montant de revenu devant être versé au cours de chaque année fiscale du Fonds, le montant minimum exigé en vertu de la Loi sera présumé être le montant devant être versé.

Si le Fiduciaire garantit le taux de rendement du Fonds au cours d'une période supérieure à une année et se terminant à la fin d'une année fiscale, le Rentier peut établir le montant de revenu devant être versé au cours de cette période au début de cette période. Lorsque le montant de revenu devant être versé au Rentier est établi à un intervalle supérieur à une année, les paragraphes 9 et 10 du présent Avenant s'appliqueront avec les modifications que les circonstances exigent pour déterminer, à la date du début de la première année fiscale du Fonds se trouvant dans l'intervalle, le montant de revenu devant être payé pour chaque année fiscale se trouvant dans cet intervalle.

9. **Détermination du revenu devant être versé.** Le montant de revenu versé au cours d'une année fiscale du Fonds ne peut être inférieur au montant minimum qu'il est nécessaire de verser en vertu de la Loi.
10. **Revenu devant être payé au cours de la première année.** Au cours de la première année fiscale du Fonds, le montant minimum devant être versé, tel qu'il apparaît au paragraphe 9 du présent Avenant, sera fixé à zéro.
11. **Paiements après la rupture du mariage.** La propriété du Fonds peut faire l'objet d'un partage en vertu du droit familial et de la législation sur la pension de retraite. Le Fiduciaire effectuera un ou plusieurs paiement(s) à partir du Fonds dans la mesure et de la façon autorisées ou exigées par la loi en vigueur :

- (a) pour effectuer un partage de propriété, à condition que le paiement soit effectué en vertu d'une ordonnance d'un tribunal, d'un contrat de mariage ou d'un accord de séparation en vertu de la loi en vigueur concernant les biens matrimoniaux; ou
  - (b) en vertu d'une exécution, d'une saisie, d'une saisie-exécution ou d'un autre procédé juridique afin de respecter une ordonnance en matière de pension alimentaire.
12. **Désignation de bénéficiaire.** La désignation d'une personne autre que le Conjoint du Rentier à titre de bénéficiaire du Fonds ne sera pas valide si le Rentier a un Conjoint qui a droit aux prestations au survivant en vertu du Fonds en raison de la législation sur la retraite. Le Rentier peut désigner une personne autre que le Conjoint du Rentier à condition que le Conjoint renonce à son statut de bénéficiaire désigné sous la forme et de la façon exigée par la législation sur la pension de retraite.
13. **Décès du Rentier.** À la suite du décès du rentier, la propriété du Fonds sera versée au Conjoint survivant du rentier à moins que le Conjoint survivant n'ait pas droit aux prestations au survivant en vertu de la législation sur la pension de retraite. Le Conjoint survivant peut donner des directives au Fiduciaire afin qu'il transfère la propriété du Fonds vers un RÉER, un FERR, ou une rente viagère selon ce qu'autorise la législation sur la pension de retraite et le paragraphe 60(1) de la Loi, ou peut recevoir la propriété en argent.

En cas d'absence de Conjoint survivant ou lorsque le Conjoint survivant renonce à ses droits en qualité de conjoint sous la forme et de la façon exigée par la législation sur la pension de retraite, la propriété du Fonds sera versée à la personne désignée à titre de bénéficiaire du Fonds, ou si aucune personne n'a été désignée, au représentant légal de la succession du Rentier décédé.

14. **Transferts à partir du Fonds.** Sous réserve de toute restriction imposée par la Loi et par la législation sur la pension de retraite et après versement au Rentier du montant minimum pour l'année, la propriété du Fonds peut être transférée à un autre RPA prévoyant le paiement d'une Prestation Variable, à un FRRI ou à un FERR prescrit ou utilisé pour acquérir une rente viagère conformément au paragraphe 60(1) de la Loi. Lorsque le Fonds détient des valeurs mobilières identifiables et pouvant faire l'objet d'un transfert, le transfert ou l'achat peut, sauf stipulation contraire, à la discrétion du Fiduciaire et avec le consentement du Rentier, être effectué en remettant les valeurs de placement du Fonds. Avant de procéder au transfert du Fonds, le Fiduciaire :
- (a) confirmera que le transfert est autorisé en vertu de la législation sur la pension de retraite et de la Loi;
  - (b) écrira à l'émetteur du régime recevant le transfert afin de l'informer de la législation sur la pension de retraite qui régit la propriété; et
  - (c) n'autorisera pas le transfert à moins que l'émetteur du régime recevant le transfert accepte d'administrer la propriété ayant fait l'objet du transfert conformément à la législation sur la pension de retraite.

Si le Fiduciaire ne respecte pas les dispositions ci-dessus, et que l'émetteur du régime recevant le transfert fait défaut de verser la somme transférée sous forme de retraite ou de la façon exigée ou autorisée par la législation sur la pension de retraite, le Fiduciaire fournira ou garantira la fourniture d'une retraite de la façon et du montant qui aurait été autrement fournis si cette propriété n'avait pas été payée.

Si, préalablement au transfert, le paiement minimal exigé pour l'année fiscale, en raison de l'application du paragraphe 9, n'a pas été effectué, le Fiduciaire retiendra les fonds nécessaires afin de satisfaire cette exigence de paiement minimal conformément au paragraphe 146.3(2)(e.1) ou (e.2) de la Loi.

Lorsque la propriété est transférée vers un FERR prescrit, le Conjoint du Rentier doit fournir un consentement ou une renonciation sous la forme et de la façon exigée par la législation sur la pension de retraite.

15. **Paiements ou transferts contraires à la législation sur la pension de retraite.** Si la propriété est transférée ou

payée à partir du Fonds de façon contraire à la législation sur la pension de retraite, le Fiduciaire s'assurera que le Rentier reçoive une rente viagère ou un montant et, si cela est exigé par la législation sur la pension de retraite, d'une façon qui aurait été prévue si la propriété n'avait pas été transférée ou payée à partir du Fonds.

16. **Renonciation du Conjoint.** Le Conjoint du Rentier peut renoncer à son droit à une rente viagère en qualité de Conjoint survivant et peut révoquer la renonciation. Le Conjoint du Rentier doit procéder à la renonciation avant que les paiements en vertu de la rente viagère débutent, sous la forme et de la façon stipulées dans la législation sur la pension de retraite.
17. **Interdiction .** La propriété du Fonds ne peut être cédée, grevée, aliénée, anticipée, donnée à titre de garantie ou faire l'objet d'une exécution, d'une saisie ou d'une saisie-exécution, à l'exception de qui est autorisé par la législation sur la pension de retraite. Une opération contraire au présent paragraphe est nulle.
18. **Amendements.** De temps à autre, le Fiduciaire peut amender la Déclaration de Fiducie (y compris le présent Avenant), si l'amendement ne rend pas le Fonds inadmissible en tant que FERR prescrit et si l'amendement est déposé auprès de l'Agence du revenu du Canada et approuvé par celle-ci. Le Fiduciaire donnera au Rentier un préavis écrit de 90 jours (y compris l'avis du droit du Rentier de transférer la propriété à partir du Fonds) de tout amendement diminuant les prestations au titre du Fonds.

\_\_\_\_\_  
Signature du Rentier

\_\_\_\_\_  
Date

**Accepté par Services aux courtiers Agora, l'agent de Canadian Western Trust Company**

6285 Northam Drive, Suite 100,  
Mississauga, ON L4V 1X5

*C. Zales*

\_\_\_\_\_  
Signature autorisée

**À REMPLIR PAR LE RENTIER :**

**ÉTAT MATRIMONIAL ACTUEL :**

(Ces données sont nécessaires afin de remplir les formulaires imposés par le gouvernement.)

Célibataire

Marié(e)

Union de fait

Divorcé(e)

Séparé(e)

Connaissance du Conjoint :

Nom : \_\_\_\_\_

NAS : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_

Étiez-vous membre du régime de retraite dont provenaient les fonds immobilisés?

Oui

Non

L'âge normal de la retraite du RPA dont les prestations faisant l'objet du transfert provenaient est \_\_\_\_\_  
et, si cela s'applique, l'âge de la retraite anticipée est \_\_\_\_\_



**Form 1**

[Subclause 29.1(4)(b)(ii)]

**SPOUSE'S CONSENT TO TRANSFER TO A REGISTERED RETIREMENT INCOME FUND  
CONTRACT**

I, \_\_\_\_\_  
*(print or type full name of spouse)*

certify that I am the spouse (within the meaning of clause 2(1)(ff) of *The Pension Benefits Act, 1992*) of

\_\_\_\_\_  
*(print or type full name of member or former member)*

(hereinafter called "the owner") who is a member or former member of a registered pension plan that is subject to the provisions of *The Pension Benefits Act, 1992*.

1. I understand that the owner wants to transfer his or her pension benefit entitlement to a registered retirement income fund contract (hereinafter called "the contract") in accordance with section 29.1 of *The Pension Benefits Regulations, 1993*, and that my written consent is required to enable the owner to make the transfer.

2. I understand that transferring the pension benefit entitlement to the contract will allow the owner to manage the money in the contract, subject to the minimum annual withdrawal payment required by the *Income Tax Act (Canada)*.

3. I also understand that there is no maximum withdrawal restriction imposed under the contract and that the owner may withdraw part or all of the balance of the money in the contract at any time.

4. I certify that this consent is being signed freely and voluntarily without any compulsion on the part of the owner and outside the immediate presence of the owner.

In witness whereof, I sign this consent at \_\_\_\_\_

this \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_ 20 \_\_\_\_ in the presence of

\_\_\_\_\_  
*(print or type name of witness)*

of \_\_\_\_\_  
*(address of witness)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of witness)*

\_\_\_\_\_  
*(Spouse's signature)*

**COMMENTS AND INSTRUCTIONS**  
**FORM 1**  
**SPOUSE'S CONSENT TO TRANSFER TO A REGISTERED RETIREMENT INCOME FUND**  
**CONTRACT**

This consent must be completed by the spouse of a member or former member (hereinafter called "the owner") of a pension plan that is subject to the provisions of *The Pension Benefits Act, 1992* (the *Act*), where the owner wishes to transfer his or her pension benefit entitlement to a registered retirement income fund contract.

A registered retirement income fund contract has no limit on the amount of annual income that may be withdrawn. The owner could withdraw the entire balance in the contract leaving the spouse with no survivor benefit payable on the death of the owner. Prior to signing this consent form, the spouse should seek the advice of a lawyer and a qualified financial advisor.

Under *The Pension Benefits Act, 1992*, a spouse is the spouse of a former member at the day on which the pension is payable to the former member. "Spouse" means:

- (a) a person who is married to a member or former member; or
- (b) if a member or former member is not married, a person with whom the member or former member is cohabiting as spouses at the relevant time and who has been cohabiting continuously with the member or former member as his or her spouse for at least one year prior to the relevant time.

This consent must be completed and signed by the spouse if the owner has assets in:

- a registered pension plan;
- a locked-in retirement account contract;
- a life income fund contract; or
- a locked-in retirement income fund contract

and the owner wishes to transfer to a registered retirement income fund contract.

The consent must be:

- completed in its entirety;
- signed by the spouse, in the presence of a witness, outside of the immediate presence of the owner; and
- filed with:
  - (a) the administrator of the registered pension plan if the assets are still held by the plan; or
  - (b) the financial institution that issued the locked-in retirement account contract, the life income fund contract or the locked-in retirement income fund contract holding the assets of the owner.

***We strongly urge the spouse to seek independent legal advice before signing this consent.***